



## Ce que révèle le discours des acteurs officiels sur un “ au-delà du PIB ”

Géraldine Thiry, Léa Sébastien, Tom Bauler

### ► To cite this version:

Géraldine Thiry, Léa Sébastien, Tom Bauler. Ce que révèle le discours des acteurs officiels sur un “  
au-delà du PIB ”. 2014. halshs-01081451

**HAL Id: halshs-01081451**

**<https://shs.hal.science/halshs-01081451>**

Preprint submitted on 7 Nov 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives| 4.0  
International License

## **Ce que révèle le discours des acteurs officiels sur un « au-delà du PIB »**

Géraldine Thiry, Léa Sébastien, Tom Bauler

N°84 | novembre 2014

L'objectif d'un « au-delà du PIB » mobilise de nombreux acteurs, aux statuts, objectifs et visions très différents. La diversité, souvent diffuse, d'échelles institutionnelles, d'approches théoriques et de positionnements normatifs vis-à-vis de l'opportunité et des motifs d'un « au-delà du PIB » rend les débats confus, les positionnements peu clairs, et les rapports de force difficilement identifiables. Mais de quoi les débats actuels sont-ils le signe ? Aller « au-delà du PIB » serait-il un objectif rhétorique par défaut, en l'absence de stratégie crédible de sortie de crise ? Constitue-t-il une fenêtre d'opportunité à la mise en débat de questions de société difficilement abordables par ailleurs, et non une fin en soi ? Ou au contraire cristallise-t-il un volontarisme militant, désireux d'amorcer un véritable changement paradigmatique ?

**Working Papers Series**

# Ce que révèle le discours des acteurs officiels sur un « au-delà du PIB »

Géraldine Thiry, Léa Sébastien, Tom Bauler

Novembre 2014

## Les auteurs

**Géraldine Thiry** est chercheure post-doctorale au Collège d'Études Mondiales (FMSH-Paris), au sein de la Chaire du Prof. Dominique Méda, «Reconversion écologique, travail, emplois et politiques sociales». Après avoir obtenu un diplôme de deuxième cycle en sciences politiques (relations internationales) et deux masters en économie à l'Université Catholique de Louvain (UCL), elle a réalisé un doctorat en sciences économiques (obtenu en mai 2012, à l'UCL). Entre septembre 2012 et décembre 2013, elle a été chercheuse au sein du projet européen FP7 «BRAINPOoL» (*BRinging Alternative INdicators into POLicies*) à l'Université Libre de Bruxelles (ULB). Ses principaux domaines de recherche sont les nouveaux indicateurs de richesse, la socio-économie de la quantification, la comptabilité critique et l'économie écologique.

**Léa Sébastien** est enseignante-chercheuse à l'Université Toulouse II, Laboratoire CNRS GEODE depuis 2010. Elle y étudie l'usage politique des indicateurs de développement durable et les conflits environnementaux. Après des études effectuées à l'Université McGill au Canada, elle a terminé une thèse à l'École des Mines en 2006 sur la gouvernance des ressources naturelles, au cours de laquelle elle mit sur pied un modèle d'aide à la négociation environnementale intitulé l'Acteur en 4 Dimensions. Niveau recherche, Léa Sébastien a été chercheuse senior à l'Université de Bruxelles de 2008 à 2010 où elle était en charge de projets européens FP7 (POINT ; CEECEC) ; elle a également effectué un post-doctorat en 2007 à l'IFREMER sur les jeux d'acteurs en zones humides. Ses thèmes de recherche touchent particulièrement l'étude des interactions entre rapports sociaux et rapports à la nature, les politiques publiques de l'environnement, les indicateurs de développement durable et la gouvernance territoriale. Auteure de nombreuses publications internationales, elle a notamment réalisé un ouvrage scientifique en 2002 portant sur les potentialités de gestion durable en forêt privée, intitulé : «Forêt cherche propriétaire pour relation durable » (Editions ECOFOR, 2002).

**Tom Bauler** est professeur à l'Université libre de Bruxelles – ULB (Ingénieur, Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire – IGEAT). Il est titulaire de la Chaire Economie et environnement. Il est également l'auteur de plusieurs publications et associé à de nombreux projets et réseaux de recherche sur les liens entre politique environnementale et économie. Détails sur <http://igateat.ulb.ac.be/fr/equipe/details/person/tom-bauler/>

## Le texte

Ce texte est issu d'une collaboration entre la Chaire du prof. Dominique Méda, « Reconversion écologique, travail, emploi et politiques sociales », l'Université de Toulouse II (Le Mirail) et l'Université Libre de Bruxelles. Géraldine Thiry a bénéficié d'un soutien financier du septième programme-cadre de l'Union européenne (FP7/2007-2013 - MSCA-COFUND) en vertu de la convention de subvention n°245743 – Programme de bourses post-doctorales Braudel-IFER-FMSH, en collaboration avec la Chaire du Prof. Dominique Méda.

## Citer ce document

Géraldine Thiry, Léa Sébastien, Tom Bauler, *Ce que révèle le discours des acteurs officiels sur un « au-delà du PIB »*, FMSH-WP-2014-78, novembre 2014.

## Résumé

L'objectif d'un « au-delà du PIB » mobilise de nombreux acteurs, aux statuts, objectifs et visions très différents. La diversité, souvent diffuse, d'échelles institutionnelles, d'approches théoriques et de positionnements normatifs vis-à-vis de l'opportunité et des motifs d'un « au-delà du PIB » rend les débats confus, les positionnements peu clairs, et les rapports de force difficilement identifiables. Mais de quoi les débats actuels sont-ils le signe ? Aller « au-delà du PIB » serait-il un objectif rhétorique par défaut, en l'absence de stratégie crédible de sortie de crise ? Constitue-t-il une fenêtre d'opportunité à la mise en débat de questions de société difficilement abordables par ailleurs, et non une fin en soi ? Ou au contraire cristallise-t-il un volontarisme militant, désireux d'amorcer un véritable changement paradigmatique ? Nous tentons de répondre à cette question par l'analyse de discours d'acteurs officiels (politiques, techniciens et administratifs) impliqués et non-impliqués dans la poursuite d'un « au-delà du PIB ». Il ressort qu'au niveau des sphères officielles, les débats sur « un-delà du PIB », s'ils font entrer en ligne de compte de nouveaux enjeux comme le bien-être ou la soutenabilité, ne participent pas à éroder la centralité de la « croissance du PIB ». Les débats s'avèrent dominés par une certaine forme de pragmatisme, les intérêts dominants étant centrés sur des contraintes et objectifs de court-terme, dont la croissance économique semble toujours considérée comme un élément indispensable. L'intérêt des acteurs pour de nouveaux indicateurs relève donc plus d'une volonté et/ou d'une nécessité d'adapter les modalités de gestion publique et/ou les politiques publiques à de nouvelles contraintes que d'une remise en question plus fondamentale du modèle productiviste sur lequel les économies sont bâties depuis plus de soixante ans.

## Mots-clefs

PIB, au-delà du PIB, analyse de discours, bien-être, soutenabilité, nouveaux indicateurs de richesse

## What do we learn from the discourses of official actors regarding "Beyond-GDP"?

### Abstract

The idea of going « beyond GDP » attracts more and more actors, whose status, objectives and visions are very different. The diversity of institutional scales, theoretical approaches, and normative positions regarding the opportunity and motives of going "beyond GDP" makes hard to clearly identify the stances of the actors and the power balances dominating the debates. We therefore ask: What do the current debates mean to their actors? Are they a new rhetoric liable to elude a confrontation with the structural problems resulting from the crisis? Are they an opportunity window for launching again societal debates that are hardly raised elsewhere? Or are they a real trigger toward a paradigmatic change, deeply questioning productivism? We try to answer that question by analysing the discourses of official actors (politics, administration, technicians) involved and not involved in "beyond-GDP" initiatives. We show that, at the official level, beyond GDP debates, while they raise new societal issues, do not contribute to erode the central role of economic growth. The debates are dominated by pragmatism, in that dominant interests are focused on short-term constraints and objectives, where GDP growth remains pivotal. The involvement of actors in beyond-GDP debates reveals more a need and/or the willingness to adapt public management and policies to new constraints rather than a critical reflexion on the productivist model on which our economies have been built for more than sixty years.

## Keywords

GDP, beyond GDP, discourse analysis, well-being, sustainability, new indicators of wealth

© Fondation Maison des sciences de l'homme - 2014

Informations et soumission des textes :

[wpfmsh@msh-paris.fr](mailto:wpfmsh@msh-paris.fr)

Fondation Maison des sciences de l'homme  
190-196 avenue de France  
75013 Paris - France

<http://www.fmsch.fr>

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP>

<http://wpfmsh.hypotheses.org>

Les Working Papers et les Position Papers de la Fondation Maison des sciences de l'homme ont pour objectif la diffusion ouverte des travaux en train de se faire dans le cadre des diverses activités scientifiques de la Fondation : Le Collège d'études mondiales, Bourses Fernand Braudel-IFER, Programmes scientifiques, hébergement à la Maison Suger, Séminaires et Centres associés, Directeurs d'études associés...

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

The Working Papers and Position Papers of the FMSH are produced in the course of the scientific activities of the FMSH: the chairs of the Institute for Global Studies, Fernand Braudel-IFER grants, the Foundation's scientific programmes, or the scholars hosted at the Maison Suger or as associate research directors. Working Papers may also be produced in partnership with affiliated institutions.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

# Sommaire

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>Cadre analytique et méthodologique</b>	<b>6</b>
Les indicateurs comme objets conventionnels	6
« Au-delà du PIB » : rupture inédite vis-à-vis des trois référentiels du XX <sup>e</sup> siècle?	7
Discours	7
Cadre méthodologique et analytique	8
<b>Éléments de discours : savoirs, représentations, pratiques</b>	<b>9</b>
Des savoirs scientifiques et institutionnels faibles	9
Diversité des représentations vis-à-vis du PIB, du bien-être et de la soutenabilité	10
Des pratiques peu participatives et recentrées sur l'économie	12
<b>Analyse des discours: Éléments de référentiel et lignes de conflits</b>	<b>13</b>
Cloisonnement des enjeux sociaux, humains, écologiques et économiques	13
Réformistes contre révolutionnaires	13
Temporalités conflictuelles	15
Entre démocratie et scientificité	15
<b>Conclusion</b>	<b>16</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>17</b>

## Introduction

La recherche de nouveaux indicateurs « au-delà du PIB » (Produit intérieur brut) est de plus en plus souvent présentée comme l'une des pistes de dépassement d'un modèle socioéconomique dont les crises récentes ont montré les limites. L'idée selon laquelle tout problème structurel pourrait être résolu uniquement par la croissance économique est mise à mal. Certaines voix, de plus en plus répandues, vont même jusqu'à attribuer à la quête insatiable de croissance économique les causes des déséquilibres sociaux et écologiques actuels (Costanza et al. 2013 ; Jackson, 2009).

Depuis une vingtaine d'années, différents acteurs prennent part à l'élaboration de nouvelles balises de progrès « au-delà du PIB », à toutes les échelles : institutions internationales (United Nations University, 2012; OCDE, 2013; Parlement Européen, 2011; PNUD, 1990; *World Bank*, 2011), gouvernements nationaux (*UK National Government*, 2013) et régionaux (IWEPS, 2014a, 2014b, 2014c; *Welsh Government*, 2014), parlements nationaux (Parlement Fédéral Belge, 2014; Giesselman et al., 2013), collectivités et territoires (Association de Régions de France, 2012; Jany-Catrice et Marlier, 2013; Renault, 2009), instituts nationaux de statistique (*Australian Bureau of Statistics*, 2013; INSEE, 2010), représentants de la société civile (*Community Indicators* aux États-Unis, la *New Economics Foundation* au Royaume-Uni ou le *Global Footprint Network*, internationalement) et académiques, dont la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (souvent appelée « Commission Stiglitz ») a, dès 2008, synthétisé et médiatisé une partie des nombreux travaux, jusqu'alors disséminés et peu visibles (Stiglitz et al., 2009).

L'intérêt croissant, enthousiaste ou critique, que suscite l'élaboration de nouveaux indicateurs « au-delà du PIB » et du(des) modèle(s) socio-économique(s) qu'il incarne se traduit, sur le plan intellectuel, par la diversité des approches s'attachant à la question. Celles-ci sont issues de l'économie du bien-être (Fleurbaey et Blanchet, 2013; Arrow et al. 2012), de l'économie écologique (Daly and Cobb, 1994; Kubiszewski et al., 2013), de la socioéconomie (Gadrey et Jany-Catrice, 2012), de la sociologie (Desrosières, 2008; Méda, 2000 et 2013), de l'économie politique (Bacache-Beauvallet, 2010), de la science politique (Bruno,

2010) et des sciences de l'environnement (Meadows et al. 2004).

Outre la diversité de ces approches théoriques, la singularité de l'objet « au-delà du PIB », à la charnière entre la construction technique de nouveaux indicateurs et les motifs normatifs qui les justifient, implique pour de nombreux chercheurs l'adoption d'une posture épistémologique post-positiviste, explicitement engagée. De nombreux travaux, mus par l'objectif normatif d'assurer aux générations présentes et futures les conditions d'une vie bonne, équitable et soutenable, entendent se départir d'une posture positiviste axiologiquement neutre, que leur objet de recherche rendrait non pertinente (Cassiers et al. 2014; Costanza et al., 2013; Jackson, 2009; Coutrot et al., 2011; Ostrom, 2010; Röckstrom et al. 2013; Wilkinson et Pikett, 2011).

Aux conflits d'ordre méthodologique et théorique qui traversent les débats s'ajoutent donc des désaccords de nature axiologique et normative, qui rendent difficile l'émergence d'un consensus sur de nouveaux indicateurs (Sébastien et Bauler, 2013). Plus fondamentalement, la diversité, souvent diffuse, d'échelles institutionnelles, d'approches théoriques et de positionnements normatifs vis-à-vis de l'opportunité et des motifs d'un « au-delà du PIB » rend les débats confus, les positionnements peu clairs, et les rapports de force difficilement identifiables.

Cette complexité nous conduit à poser la question suivante : de quoi les débats actuels sur un « au-delà du PIB » sont-ils le signe? Que représente, pour les parties prenantes aux débats, la remise en question du PIB? Est-elle, pour certains, un choix rhétorique par défaut, en l'absence de stratégie crédible de sortie de crise? Constitue-t-elle, pour d'autres, une fenêtre d'opportunité à la mise en débat de questions de société difficilement abordables par ailleurs, plutôt qu'une finalité en soi? Ou au contraire est-elle, pour d'autres encore, l'objet d'un volontarisme militant, désireux d'amorcer un véritable changement de « référentiel » (Muller, 2010) qui réviserait en profondeur le modèle productiviste? Nous tentons, dans cet article, de répondre à ces questions par l'analyse de discours d'acteurs (politiques, scientifiques et sociétaux) se positionnant sur ces débats.

L'intérêt de partir de débats sur des nouveaux indicateurs « au-delà du PIB » pour comprendre la manière dont les acteurs en font sens réside



dans la nature *conventionnelle* des indicateurs (Desrosières, 2008, 2010). Que la participation aux débats résulte d'une attitude opportuniste, d'une posture plus pragmatique, ou d'une volonté explicite de changement, les discussions actuelles, en confrontant idées et intérêts divers, participent à l'élaboration de nouvelles conventions sur ce que serait un « au-delà du PIB ». Elles constituent dès lors un lieu privilégié de construction de sens.

Le projet européen BRAINPOoL (« *BRinging Alternative INdicators into Policies* »)<sup>1</sup> nous a permis d'étudier une partie de ces débats. Visant à identifier les facteurs de succès et d'échec de l'intégration de nouveaux indicateurs dans la prise de décision, l'étude BRAINPOoL, menée pendant deux ans et demi dans plusieurs pays européens, au niveau de l'OCDE et de l'UE, nous a permis de récolter un large matériau empirique, matériau que nous remobilisons ici pour analyser la nature des discours des acteurs, identifier leurs registres argumentatifs et questionner les conditions de possibilité d'émergence de nouvelles conventions.

L'article est structuré comme suit. La première partie pose le cadre analytique et méthodologique de notre approche. La deuxième partie présente les principaux éléments de discours récoltés. La troisième partie analyse les positionnements des acteurs au sein des débats pour évaluer si oui ou non un nouveau référentiel est en gestation. La quatrième et dernière partie conclut.

## Cadre analytique et méthodologique

Dans le sillage de Desrosières (2008), nous considérons les indicateurs comme objets de convention (1.1.). En ce sens, nous avons appréhendé les débats sur de nouveaux indicateurs « au-delà du PIB » comme un lieu de production de sens, où se concentrent les différentes dimensions de ce que Muller nomme « référentiel » (Muller, 1992, 2000, 2010). Ceci en fait un terrain privilégié pour observer la mesure dans laquelle un nouveau référentiel est en gestation au cœur des débats (1.2.). Pour ce faire, nous procédons à une analyse de discours, dans une optique constructiviste (Fisher, 2013; Hajer, 1995; Feindt et Oels, 2005) (1.3.). C'est sur cette base conceptuelle et théorique que nous développons notre cadre méthodologique (1.4.).

1. Projet collaboratif financé par la Commission Européenne (Contrat no. 283024). Voir [www.brainpoolproject.eu](http://www.brainpoolproject.eu)

## Les indicateurs comme objets conventionnels

Les indicateurs sont objets de convention à deux égards. En amont, ils *font* l'objet de conventions : leur procédure d'élaboration nécessite la coordination de conceptions autour de référentiels communs. En aval, ils *sont* objets de conventions : une fois élaborés et utilisés, les indicateurs, porteurs de la représentation spécifique dont ils traitent, contribuent à la création et/ou de la diffusion d'un référentiel commun permettant la coordination de l'action (Lascoumes et Simard, 2011). À cet égard, Desrosières (1993, 2008, 2010) attire l'attention sur le fait que quantifier, c'est *d'abord* convenir *et ensuite* mesurer : « l'idée de *mesure*, inspirée des sciences de la nature, implique que quelque chose existe *déjà* sous une forme mesurable (...). Dans le cas des sciences sociales ou de l'évaluation des actions publiques, l'emploi immodéré du mot *mesurer* induit en erreur, en laissant dans l'ombre les *conventions de la quantification*. Le verbe *quantifier*, dans sa forme active (*faire* du nombre), suppose que soit élaborée et explicitée une série de conventions d'équivalences préalables » (Desrosières 2010 : 4).

Les travaux récents des grandes institutions internationales sur de nouveaux indicateurs au-delà du PIB, bien que truffés de conventions et de choix normatifs, omettent souvent d'explicitier l'aspect *conventionnel* de la quantification pour n'en montrer que l'aspect de *mesure*, normativement et politiquement moins marqué<sup>2</sup>. C'est précisément le manque de transparence sur les aspects conventionnels de ces travaux, et corollairement sur les rapports de pouvoir qui les sous-tendent, qui a motivé cet article. Celui-ci s'inscrit dans le sillage de *l'école des conventions* (Eymard-Duvénay, 2006; Boltanski et Thévenot, 1991), selon laquelle les acteurs se coordonnent en qualifiant et en interprétant des situations à l'aide d'un modèle d'évaluation conventionnelle. Nous tentons ici de comprendre si un nouveau (de nouveaux) modèle(s) d'évaluation conventionnelle est (sont) en construction à travers la remise en question du PIB.

2. En témoignent des intitulés comme « Rapport sur la *mesure* des performances économiques et du progrès social » (Commission Stiglitz), « Comment *mesurer* le progrès des sociétés » (OCDE) ou encore « Au-delà du PIB: *mesurer* le progrès, la richesse authentique et le bien-être des nations » (Commission européenne).

## « Au-delà du PIB » : rupture inédite vis-à-vis des trois référentiels du XX<sup>e</sup> siècle?

La notion de « modèles d'évaluation conventionnelle » fait écho à celle de « référentiel ». Cette notion a été développée dans le sillage des approches dites constructivistes ou cognitives des politiques publiques (Muller, 1992; Surel, 2000; Fontaine et Hassenteufel, 2002). Le référentiel est défini comme la représentation de la réalité sur laquelle repose la définition d'une politique publique : « Il s'agit à la fois d'un processus cognitif fondant un diagnostic et permettant de comprendre le réel (en limitant sa complexité) et d'un processus prescriptif permettant d'agir sur le réel. » (Muller, 2010 : 556).

Selon Muller, le référentiel articule quatre niveaux de perceptions du monde : les valeurs, les normes, les algorithmes et les images. Les *valeurs* sont « les représentations les plus fondamentales sur ce qui est bien ou mal, désirable ou à rejeter. Elles définissent un cadre global de l'action publique » (ibid.). Les *normes* « soulignent les écarts entre le réel perçu et le réel souhaité. Elles définissent des principes d'action plus que des valeurs » (ibid.). Les *algorithmes* « sont des relations causales qui expriment une théorie de l'action. Ils peuvent être exprimés sous la forme 'si..., alors...' » (ibid.). Enfin, les *images* « sont des vecteurs implicites de valeurs, de normes ou même d'algorithmes. Elles font sens immédiatement sans passer par un long détour discursif » (ibid.). Il importe de ne pas assimiler ce concept à un ensemble d'idées, « dans la mesure où il exprime à la fois les intérêts et la vision du monde du groupe dominant au sein d'un système d'action publique » (ibid.). Notons que le référentiel « ne constitue pas une vision parfaitement cohérente du monde, mais (...) balise le champ de perception de la réalité au sein duquel vont s'organiser les conflits sociaux » (ibid.).

Muller (1992, 2010) distingue, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, trois référentiels globaux successifs : le référentiel *libéral* dominant jusqu'à la crise de 1929, le référentiel de *l'Etat Providence* jusqu'à la fin des années 1970, puis le référentiel *de marché*. Nous avançons ici l'hypothèse que les tentatives actuelles d'un dépassement du PIB, portées de plus en plus largement par des acteurs officiels, marquent l'esquisse d'une rupture inédite avec un invariant qui relie chacun des ces trois référentiels : la croissance économique. Il semble en effet que

l'accroissement de la valeur produite (ajoutée) par l'économie, qu'elle soit le fait du libre fonctionnement des marchés (référentiel libéral), d'investissements publics (référentiel de l'Etat-Providence) ou de politiques de privatisation (référentiel de marché), s'inscrit invariablement dans ces trois configurations socio-historiques comme un principe central – dont les critiques seront pour la plupart marginalisées<sup>3</sup> – du fonctionnement de l'économie<sup>4</sup>. En termes de *valeurs*, plus de croissance est plus désirable que moins ou pas de croissance. En termes de normes, il importe à toutes les formes d'organisation de l'économie du XX<sup>e</sup> siècle de viser l'accroissement productif. Les algorithmes les plus courants reposent sur les liens entre croissance et emploi (« si l'économie est en récession, alors des emplois seront perdus ») et sur le lien entre croissance et endettement (« si l'on ne parvient pas à atteindre X% de croissance, alors notre dette ne pourra pas passer en-dessous du seuil des Y% du PIB »). Enfin, en termes d'image, les réactions affectives liées à l'annonce d'un point de croissance supplémentaire et la forte médiatisation de ce type d'information expriment des valeurs, normes et algorithmes, liés à la désirabilité de la croissance économique. Aujourd'hui, les débats sur un « au-delà du PIB », issus de l'émergence de nouvelles contraintes sociales et écologiques, ouvrent la possibilité de penser un modèle de société *sans croissance* (Jackson, 2009; Röckstrom et al. 2013; Constanza et al. 2013). Nous tentons d'évaluer la mesure dans laquelle cet invariant est mis en question dans les débats actuels.

## Discours

Nous étudions le contenu des débats par une analyse de discours en ligne avec les approches constructivistes discursives des politiques publiques (Durnova et Zittoun, 2013; Hajer, 1995). Celles-ci ont, entre autres, pour caractéristique d'accorder une place centrale à la question du sens de l'action publique et de refuser de distinguer idée et intérêt; elles refusent également de considérer

3. Des voix critiques se font entendre très tôt dans l'histoire (Ambrowitz, 1959; Bauer, 1966; Galbraith, 1958 et 1967; Georgescu-Roegen, 1971; Passet, 1979) mais ne sont pas entendues par les sphères décisionnelles du fait des contextes socio-historiques dans lesquels elles s'expriment.

4. Les modalités par lesquelles les différentes configurations socio-historiques faisaient de l'accroissement des revenus et de la richesse un objectif et/ou principe structurant de l'économie nécessiterait d'être étayée et approfondie par des travaux de type régulationniste ou d'histoire économique. Ceux-ci dépassent la portée de cet article.



l'instrument comme un objet neutre et accordent un intérêt majeur à la production de connaissances pratiques des acteurs (Durnova et Zittoun, 2013). Nous empruntons à Hajer (2006, p.447) sa définition du discours comme « ensemble d'idées, de concepts et de catégories par lesquels des phénomène sociaux et physiques se voient attribuer un sens, et qui sont produits et reproduits dans un ensemble de pratiques identifiables »<sup>5</sup>.

Dans une optique constructiviste, nous investiguons la manière dont les acteurs font sens d'un « au-delà du PIB ». Pour ce faire, nous tentons d'identifier les principales lignes de conflits d'idées et d'intérêts qui traversent les positionnements sur un « au-delà du PIB » et dans une démarche plus critique, de mettre en exergue les risques et enjeux des débats, sur base des positionnements observés. Notons qu'à la différence des approches discursives des politiques, notre matériau ne nous permet pas de faire une analyse contextualisée des discours, étant donné que ceux que nous avons recueillis sont le fruit d'entretiens et d'ateliers, et non de joutes argumentatives et/ou débats entre acteurs. Nous appréhendons les conflits d'idées et d'intérêts par le biais des divergences de positionnements et de conceptions qui ressortent de nos rencontres.

## Cadre méthodologique et analytique

Afin d'appréhender la diversité des discours sociétaux à propos des indicateurs et l'agenda « au de la du PIB », nous avons approché différents acteurs à la fois impliqués (les « in ») et non impliqués (les « out ») dans la recherche de nouveaux indicateurs « au-delà du PIB ». En rencontrant ces deux groupes, nous voulions rendre compte du fait que les discours formulés à l'égard d'un au-delà du PIB ne sont pas l'apanage des seuls acteurs engagés dans cette mouvance, mais bien issus d'un ensemble plus large d'acteurs, qu'ils soient frontalement concernés par la question des nouveaux indicateurs (les « in ») ou qu'ils s'en tiennent résolument à l'écart (les « out »). Nous voulions également éviter un biais « favorable » à un « au-delà du PIB » en n'interrogeant que des acteurs impliqués dans l'élaboration de nouvelles balises (indicateurs, modèles, visions) en ce sens.

5. « *An ensemble of ideas, concepts and categorizations through which meaning is allocated to social and physical phenomena, and which is produced and reproduced in an identifiable set of practices* ».

Empiriquement, les acteurs impliqués dans la recherche et/ou la mise en débat de nouveaux indicateurs ont été interrogés dans le cadre d'entretiens individuels semi<sup>6</sup>. Les acteurs rencontrés (économistes et statisticiens principalement, mais également politologues, sociologues et journalistes) ont tous des fonctions susceptibles de les amener à adopter de nouveaux indicateurs ou d'en produire à un niveau officiel (instituts nationaux de statistique, sphère politique, administration). Les entretiens ont été conduits selon un guide semi-directif faisant intervenir trois grands thèmes : 1) les facteurs stimulant l'utilisation des NIR ; 2) la (non) demande politique pour les NIR ; 3) le rôle des indicateurs (conceptuel, instrumental, politique) dans la société.

Pour les acteurs non directement impliqués dans un « au-delà du PIB », quatre ateliers ont été organisés<sup>7</sup> dans différents pays européens. Chaque atelier a été divisé en trois moments distincts : 1) L'agenda « au-delà du PIB » ; 2) Les indicateurs « au-delà du PIB » ; et 3) Le modèle « au-delà du PIB ». Étant donné que les acteurs participant à ces ateliers étaient considérés comme non-initiés aux débats<sup>8</sup>, nous avons systématiquement divisé chacun des trois moments en deux parties : un exposé instructif sur l'état des débats, et un moment de discussion avec les acteurs.

Sur base des entretiens et des ateliers, nous analysons de manière systématique les convergences et divergences entre acteurs selon une grille de lecture inspirées des travaux de Donnadieu et Karsky (2002), comportant trois dimensions : les savoirs,

6. Au total, 36 entretiens ont été menés dans deux contextes particuliers : 21 entretiens en France et 15 durant le 4<sup>ème</sup> forum mondial de l'OCDE, « Mesurer le bien-être pour les politiques de développement » (New Delhi, 16-19 octobre 2013).

7. Les ateliers ont eu lieu en Tchéquie, en France, au Royaume-Uni et en Allemagne.

8. Les participants aux différents ateliers ont des statuts et des fonctions sensiblement similaires à ceux des acteurs interrogés en entretien individuel : personnes à qualifications élevées, travaillant principalement dans le secteur public. En termes de formations, nous avons réuni des économistes, statisticiens, journalistes et politologues. Les organisations représentées dans nos ateliers étaient des ministères (développement durable/environnement, économie et finances, redressement productif), des agences gouvernementales (au Royaume-Uni, en France et en Tchéquie), un représentant politique (maire d'une ville tchèque), les instituts nationaux de statistique (en France, en Allemagne, en Tchéquie), des centres de recherche/universités, des journaux nationaux (en Allemagne et en France), et des organisations non gouvernementales.

	Valeurs	Normes	Algorithmes	Images
Savoirs				
Représentations				
Pratiques				

les représentations et les pratiques. Les *savoirs* sont ici les connaissances de type scientifique, institutionnel ou vernaculaire que mobilise l'acteur lors de l'entretien. Les *représentations* englobent les perceptions, les valeurs morales, les opinions exprimées par l'acteur interrogé. Les *pratiques* sont les actions, les réalisations ou les projets dans lesquels s'inscrit l'acteur.

Au terme de l'analyse, nous tenterons de dresser un panorama des valeurs, normes, algorithmes et images qui traversent les savoirs, représentations et pratiques des acteurs, comme l'illustre la grille d'analyse ci-dessus.

## Éléments de discours : savoirs, représentations, pratiques

De la rencontre des acteurs<sup>9</sup>, tant au sein de la sphère « au-delà du PIB » qu'en dehors, ressortent d'importantes confusions conceptuelles et divergences normatives. Contrairement à ce que l'expression d'un « au-delà du PIB » pourrait suggérer, l'ensemble des discours et initiatives en cours sous cette bannière ne sont pas homogènes ou portés par une finalité commune et collectivement discutée. Au contraire, il semble que la diversité des acteurs et la complexité des enjeux couverts caractérisent une situation hétéroclite dont la multiplicité des registres argumentatifs et des intérêts ne nourrissent que l'illusion d'un débat, là où les convergences et désaccords portent en fait sur des concepts intrinsèquement polysémiques. Nous tentons de rendre compte de cette diversité en exposant notre appréciation de l'état des savoirs des acteurs en la matière (2.1.), des représentations qui ressortent de leurs discours (2.2), et des pratiques reliées à l'agenda « au-delà du PIB » (2.3.)<sup>10</sup>.

9. Qu'ils soient ou non impliqués dans la sphère « Au-delà du PIB », et qu'ils soient des techniciens, des politiques ou des institutionnels administratifs, nous qualifions les acteurs rencontrés « d'officiels » pour les distinguer clairement des sphères de la société civiles organisées, que nous n'avons pas rencontrés dans notre étude.

10. Notons que la section dédiée aux représentations est

## Des savoirs scientifiques et institutionnels faibles

Nos entretiens et ateliers révèlent un état des savoirs faible concernant les lacunes du PIB, les alternatives mises en débat et le type d'indicateurs dont il est question pour aller « au-delà du PIB ».

**Lacunes du PIB peu perçues** – Dans la plupart des ateliers menés, il semble que les acteurs non impliqués dans un « au-delà du PIB », bien qu'ils s'accordent sur le caractère imparfait du PIB, aient des connaissances très superficielles des critiques formulées à son égard. Deux volets sont récurrents: le décalage entre les évolutions respectives du bien-être subjectif et du PIB d'une part; les dégâts environnementaux de la croissance, d'autre part. Les critiques plus précises sur l'information que véhicule le PIB quand il est interprété comme indicateur de bien-être ne sont pas évoquées. Ainsi en est-il du fait que le PIB comptabilise des flux plutôt que des stocks, impliquant l'absence de prise en compte de patrimoines, dont le patrimoine naturel. De même, le fait qu'il n'intègre pas la distribution des revenus (permettant ainsi à un PIB d'être en hausse concomitamment à une hausse des inégalités) a été très rarement évoqué. Enfin, les enjeux de la comptabilité monétaire (peut-on donner un prix à tout? Et sur base de quels critères?) ne sont pas soulevés comme affectant la capacité du PIB à refléter la prospérité.

**Alternatives méconnues** – On observe par ailleurs, mais cette fois parmi les deux familles d'acteurs (impliqués et non-impliqués dans un « au-delà du PIB »), une méconnaissance des initiatives existantes en matière d'alternatives ou de compléments au PIB. Chez les acteurs extérieurs, cette méconnaissance n'est pas surprenante. Auprès des acteurs impliqués, la multiplicité des initiatives

sensiblement plus longue que les deux autres, du fait de notre mode de récolte des discours : les entretiens et ateliers ayant pour objet initial (dans le cadre de l'étude BRAINPOoL) de faire s'exprimer les acteurs sur leurs visions d'un « au-delà du PIB », ils comportent un biais en faveur des représentations.

en matière de nouveaux indicateurs et, pour certaines d'entre elles, le manque de médiatisation à large échelle, entraînent l'absence d'une vision globale de ce qui existe en matière d'indicateurs aujourd'hui. La seule initiative connue de tous est le rapport de la Commission pour la mesure de la performance économique et du progrès social (appelée Commission « Stiglitz »). En revanche, les initiatives portées tant par l'OCDE (ex : « Projet Global », « Indice de mieux vivre ») que l'Union Européenne (ex : Conférence « Au-delà du PIB », Rapport « Le PIB et au-delà ») se sont révélées majoritairement inconnues des participants. Les connaissances liées à des indicateurs spécifiques sont tout aussi faibles. D'une liste de 12 indicateurs<sup>11</sup> composites associés au bien-être ou à la soutenabilité, seuls deux indicateurs étaient connus par l'ensemble des acteurs rencontrés : l'Empreinte Ecologique (EE) et l'Indice de Développement Humain (IDH)<sup>12</sup>.

### Diversité des représentations vis-à-vis du PIB, du bien-être et de la soutenabilité

Les savoirs relativement faibles observés ne semblent pas empêcher les acteurs rencontrés de se saisir des débats pour exprimer des visions du monde sur les valeurs, intérêts et contraintes sur lesquels devrait reposer l'élaboration de nouveaux indicateurs « au-delà du PIB ». Deux familles de représentations dominent les discours étudiés. L'un porte sur la place du PIB face aux critiques et aux alternatives; la seconde, sur l'articulation entre bien-être et soutenabilité.

#### *Prépondérance du PIB, critiques peu crédibles*

Il est apparu à plusieurs reprises dans les discours que les acteurs, principalement en dehors de la sphère « au-delà du PIB », accordent très peu de crédit aux critiques formulées à l'égard de cet indicateur. Parmi les raisons invoquées, cinq d'entre elles apparaissent de manière récurrente : la prépondérance du PIB et l'absence de modèle

alternatif; l'ambiguïté des effets de la crise économique; les nombreux doutes quant à la survie du mouvement; la faible crédibilité des concepteurs d'indicateurs autres que les instituts nationaux de statistiques; et, enfin, l'absence de législation encadrant les alternatives.

#### *Rôle prépondérant du PIB et absence de modèle alternatif*

Pour la plupart des acteurs rencontrés dans les ateliers (non impliqués dans les débats sur de nouveaux indicateurs), si le PIB est effectivement considéré comme imparfait au regard d'enjeux de nature sociale et écologique, il ne devrait toutefois pas être critiqué pour ces déficiences. L'argument récurrent est le suivant : le PIB n'a pas été initialement conçu pour englober ces enjeux; c'est l'usage politique et médiatique qui en est fait qui a généré l'assimilation de sa croissance à une idée de progrès des sociétés. Par ailleurs, la grande majorité des acteurs, au sein et en dehors de la sphère « au-delà du PIB », n'envisagent pas aujourd'hui une quelconque possibilité d'organiser la vie économique en suivant d'autres balises que le PIB. L'une des principales raisons évoquées est l'inexistence, à l'heure actuelle, d'une proposition socialement acceptable, écologiquement désirable, politiquement légitime, théoriquement cohérente et pratiquement réalisable d'un modèle économique alternatif. Beaucoup d'acteurs ont évoqué, à cet égard, le manque de lien entre certains indicateurs mis en débat aujourd'hui et le modèle économique actuel.

#### *Influence ambiguë de la crise dans les représentations*

La crise financière et économique contribue également à éroder la crédibilité de la critique du PIB, de manière indirecte et ambiguë. L'une des positions observées consiste à soutenir que la crise, en mettant en exergue les limites du système, renforcerait le mouvement d'un « au-delà du PIB ». Parallèlement, la plupart des acteurs ont conscience que la crise empêche *de facto* toute forme d'alternative concrète d'émerger, du fait des manques de moyens politiques et financiers qui en résultent. En temps de crise, l'intérêt premier du politique est tourné de nouveau vers la croissance et l'emploi. Le PIB prend, fut-ce par défaut, une place centrale dans la détermination des budgets, dans l'élaboration des politiques budgétaires et fiscales et dans le calcul des déficits et des dettes publiques. En termes de ressources, la crise implique des coupes budgétaires susceptibles de compromettre la survie d'un « au-delà du PIB ».

11. Indicateur du mieux vivre ; Empreinte écologique ; Indice de développement humain ; Indice de Gini ; Indice de progrès véritable ; Indice de performance environnementale ; Indice de bien-être humain ; Indice de bien-être économique ; Indice de bien-être écosystémique ; Indice de planète vivante ; *Happy Planet Index* ; Indicateurs mondiaux de gouvernance.

12. Ces deux indicateurs ont fait l'objet d'importantes campagnes de médiatisation : à travers le WWF pour l'EE et le Rapport sur le Développement humain pour l'IDH.

**Survie du mouvement** – La survie du mouvement « au-delà du PIB » apparaît parmi les questions épineuses des discours. Certains acteurs perçoivent le mouvement comme un effet de mode passager tandis que d'autres y voient le symptôme d'un réel changement d'époque et de mentalités. Au-delà de ces différentes perceptions, tous les acteurs rencontrés partagent une crainte quant à la longévité du mouvement. L'importance cruciale d'un soutien politique et institutionnel est souvent mentionnée. A cet égard, certains acteurs suggèrent que si les moyens alloués à l'élaboration de nouveaux indicateurs sont trop faibles, une certaine forme de pragmatisme pourrait dominer l'orientation de la création statistique, se fondant sur les indicateurs socio-économiques existants (le taux de chômage, p.ex.).

**Crédibilité dominante des instituts de statistique** – Il est ressorti de manière récurrente qu'une plus grande confiance était accordée aux indicateurs issus d'instituts nationaux et internationaux de statistiques que d'institutions étiquetées comme militantes (comme WWF qui porte l'EE, p.ex.). Ainsi de nombreux acteurs interrogés font-ils une distinction entre des indicateurs qu'ils considèrent comme neutres – et qui sont souvent présentés comme tels – et les indicateurs supposés servir un engagement.

**Absence de cadre Légal** – Pour de nombreux acteurs rencontrés, principalement chez les acteurs impliqués dans une « au-delà du PIB », tant que la définition d'un « au-delà du PIB » ne sera pas juridiquement encadrée et que l'usage des indicateurs ne sera pas contraint par un mécanisme légal, il sera difficile de faire d'un « au-delà du PIB » une notion fédératrice d'un quelconque changement. Il s'agirait dès lors, pour respecter les objectifs démocratiques autant que pour donner une portée opérationnelle au bien-être, de mettre en place une convention, démocratiquement débattue et légalement contraignante en matière de bien-être (en la liant par exemple aux droits fondamentaux).

### ***Bien-être et soutenabilité : articulation complexe et non consensuelle***

L'absence d'un modèle macro qui ne serait pas fondé sur la croissance économique fait écho à l'absence, plus profonde, de convergence sur des valeurs liées à l'articulation entre finalités humaines et environnement. Les concepts de « soutenabilité » et de « bien-être », aux côtés de ceux

de « progrès » et de « qualité de vie », dominent les débats sur un au-delà du PIB. Pourtant, la signification de ces concepts et, corollairement, leur mesurabilité, est loin de faire l'unanimité.

**Perspective cloisonnant bien-être et soutenabilité** – Il ressort de la rencontre des acteurs, tant dans les ateliers que dans les entretiens, que les représentations des enjeux économiques, sociaux, humains et écologiques que revêtent les débats sont cloisonnées. En résulte l'absence d'une perspective globale qui semble prêter le flanc aux représentations existantes, où la dimension économique domine. Ainsi, les acteurs associant le bien-être à une notion psychologique et subjective voient dans la soutenabilité une affaire exclusive d'environnement. Elle est un enjeu futur, souvent présentée en opposition avec le bien-être, considéré comme enjeu présent. Il est intéressant de voir que les acteurs en charge de domaines environnementaux (ministères de l'environnement, DG environnement de l'UE) se retrouvent en grande partie dans cette perspective. Celle-ci, cloisonnant bien-être et soutenabilité, domine la plupart des débats observés et s'inscrit dans le sillage des préconisations du rapport Stiglitz. Les tenants de cette approche soutiennent généralement la possibilité d'évaluer la nature par une quantification monétaire, fondée sur l'hypothèse de substituable des capitaux (naturels et construits) et sur l'absence de prise en compte de seuils critiques. Dans cette perspective, la perpétuation du bien-être pourrait s'ancrer dans les modes de vie actuels moyennant une évolution « favorable » du progrès technologique : c'est la croissance verte. Cette position, qui favorise le bien-être par rapport à la soutenabilité, est dominante parmi les acteurs institutionnels, proches des décideurs (comptables nationaux, responsables des statistiques au sein d'institutions internationales, etc.). Cette observation est corroborée par le fait que le bien-être vient peu à peu se substituer à la notion de soutenabilité dans les écrits officiels (Sébastien et Bauler, 2013)<sup>13</sup>.

13. En 2001, par exemple, le Conseil Néerlandais considère que le développement durable est synonyme de « mesure globale de bien-être ». De même en 2007, le programme de développement durable du pays de Galles « *One Wales: One Planet* » traite le développement durable comme un vecteur d'amélioration de la qualité de vie et du bien-être à long terme. Dans les deux pays, l'approche développement durable est maintenue comme objectif officiel, mais l'importance de la notion de bien-être s'amplifie au sein des initiatives de développement durable et influence fortement leurs orientations



**Perspective inclusive du bien-être et de la soutenabilité** – D'autres acteurs définissent le bien-être comme inextricablement lié à la nature. Dans cette perspective, la soutenabilité est définie comme le maintien, à travers les générations, des conditions qui assurent les libertés, au cœur desquelles se trouve un état naturel non détérioré. Les tenants de cette perspective sont plus favorables à des indicateurs de nature non-monnaire et de type empreinte. Cette position n'est pas dominante. Elle est principalement observée chez les académiques que nous avons rencontrés et souvent considérée avec une certaine réticence par la plupart des acteurs institutionnels, qui y voient surtout une utopie écologiste impraticable.

### Des pratiques peu participatives et recentrées sur l'économie

L'étude des pratiques liées à l'agenda « au-delà du PIB » est ici effectuée au-travers d'une analyse des discours des acteurs sur leurs pratiques. Les deux premiers types de pratiques font référence aux difficultés de donner à la participation un poids effectif dans l'élaboration des nouveaux indicateurs : l'échelle à laquelle l'indicateur est élaboré, et les pratiques mêlant *bottom-up* et *top-down*. Le troisième type de pratique traite des conditions d'adoption effective de nouveaux indicateurs. La quatrième pratique abordée est non-effective et relate l'utilisation *potentielle* que certains acteurs entendent faire de nouveaux indicateurs.

**Echelle locale participative** – Si la participation effective des citoyens n'est pas aisée au niveau national, plusieurs réseaux participatifs ont fait preuve d'une importante proactivité au niveau territorial (c'est le cas notamment dans le Nord-pas-de-Calais et en Bretagne, France). Il ressort de l'expérience de nos interviewés que l'échelle territoriale ou locale est un facteur essentiel à l'effectivité de la participation, tant parce que la proximité entraîne une plus grande implication citoyenne que pour des raisons purement organisationnelles. Pourtant, les appels à participation citoyenne répétés aux échelles internationales et européennes ne semblent s'adresser qu'à un public d'experts déjà impliqués.

**Mélange *bottom-up* / *top-down*** – Concernant la participation à l'élaboration de nouveaux indicateurs (débat sur le contenu et construction technique), peu d'acteurs prônent l'unique participation des statisticiens ou la participation exclusive des citoyens. La majorité des interviewés prônent

la combinaison de processus *bottom-up* et *top-down*. Les premiers seraient orientés vers les citoyens pour recueillir leurs opinions et aspirations en matière de bien-être et de soutenabilité, tandis que les seconds seraient l'apanage des experts, qui quantifieraient les résultats de ces enquêtes sous forme d'indicateurs. Cette division du travail, en ne levant pas le voile sur les enjeux normatifs de tout processus de quantification (laissé ici aux mains des experts), soulève un enjeu démocratique que nous abordons dans la discussion.

**Conditions d'adoption effective de nouveaux indicateurs** – Il ressort de notre étude que les indicateurs de bien-être susceptibles de rencontrer un succès politique (en termes d'utilisation) devraient apparaître en ligne, ou du moins en absence de contradiction, avec les méthodes de management en place et avec les objectifs de compétitivité, de rentabilité et d'innovation. Ces indicateurs doivent également être fondés sur une méthodologie liée aux conceptions et modes d'évaluation du modèle économique actuel (analyse coût-bénéfice, *resource efficiency*, etc.).

**Nouveaux indicateurs de bien-être et partenaires sociaux : entre profit et équité** – Des témoignages d'un petit nombre d'acteurs actifs dans le dialogue social, il nous est apparu une ambiguïté dans les effets potentiels de nouveaux indicateurs, s'ils devaient être utilisés dans la gouvernance des entreprises, sur les modalités concertation entre les partenaires sociaux. Il semble en effet qu'une certaine réticence soit observée face à la montée de nouveaux indicateurs dans le chef du patronat : ces derniers disent craindre que de nouveaux indicateurs rendent une image négative de la situation des travailleurs, ce qui *in fine*, appliqueraient une pression sur leur modalité de gestion de la firme. Parallèlement, le patronat fait montre d'un réel intérêt pour ces nouvelles mesures. Selon nos entretiens, la raison en serait assez simple : si le bien-être des travailleurs n'est pas exclusivement déterminé par le revenu, pourquoi ne pas agir sur les autres déterminants, si ceux-ci permettent de réduire le coût du travail tout en maintenant, voire augmentant, le bien-être des travailleurs? (par exemple, développer le capital social par le renforcement de *team-building*, etc.). Dans ce cas, la mise en œuvre pratique de nouveaux indicateurs de bien-être aurait pour fonction de faire glisser la focale des revenus vers d'autres variables. Les indicateurs deviendraient potentiellement le



socle d'une nouvelle « paix sociale » qui irait de concert avec la logique de profitabilité.

## Analyse des discours: Éléments de référentiel et lignes de conflits

Nous nous interrogeons, en entamant cet article, sur ce que représentait, pour les parties prenantes aux débats, la remise en question du PIB. À l'aune des savoirs, représentations et pratiques observés dans les discours, nous sommes en mesure d'identifier – au moins partiellement – les différents positionnements adoptés par les acteurs officiels ainsi que leurs idées et intérêts dominants. Le tableau suivant passe les savoirs, représentations et pratiques observés au crible de la notion de référentiel, en les croisant avec ses quatre dimensions constitutives : les valeurs, les normes, les algorithmes et les images (cf page suivante).

À partir de ce tableau, nous identifions quatre champs des discours au cœur desquels se confrontent des visions dominantes et minoritaires. Pour chacun de ces champs, nous tentons d'identifier les valeurs, normes, algorithmes et images qui les traversent. Le but de cette grille d'analyse est d'offrir un cadre d'interprétation structurant au sein de discours dont nous avons montré la complexité et le manque de transparence des positionnements.

### Cloisonnement des enjeux sociaux, humains, écologiques et économiques

**Valeurs** – L'influence du rapport Stiglitz auprès des acteurs institutionnels est peu contestable. Si le rapport n'est pas très innovant en termes de contenu, la synthèse qu'il offre des travaux préexistants semble contribuer à orienter de nombreuses institutions vers la production et/ou l'utilisation de nouveaux indicateurs. En revanche, ce rapport ne questionne pas l'articulation des enjeux sociaux, économiques et écologiques (Cassiers et Thiry, 2009). Ce cloisonnement se retrouve dans les valeurs véhiculées par la majorité des discours que nous avons étudiés. Il ressort ainsi que des valeurs écologistes sont exprimées concomitamment à des valeurs matérialistes favorables à la croissance. La question des impacts – potentiellement négatifs – de la croissance sur les déterminants du bien-être ou de l'environnement n'est abordée que par une minorité d'acteurs. Quand

elle l'est, les acteurs interrogés y répondent par la foi dans le progrès technologique, susceptible de compenser les impacts de l'activité humaine sur la nature. C'est le cas pour les tenants, majoritaires parmi les acteurs officiels, d'une croissance verte. Pourtant, si l'humain, le social et l'écologie sont amenés à devenir, au même titre que la croissance économique aujourd'hui, des éléments structurant les prises de décision au sein d'un modèle de société redéfini (comme en appellent de leurs vœux la plupart des discours officiels sur un « au-delà du PIB »), la question de leur articulation devient essentielle, au même titre que celle des limites du progrès technologique.

**Normes** – La plupart des acteurs rencontrés sont en faveur d'un principe de « croissance verte », qui minimiserait les impacts de la production en termes de pollution et de consommation de ressource. Cette position entend concilier les objectifs *a priori* peu compatibles de la croissance et la création d'emploi d'une part, avec le respect de l'environnement, d'autre part. Pour les tenants de cette position, majoritaire parmi les acteurs institutionnels, il faut investir dans le progrès technologique. Cette focale technologique élude la question d'une révision structurelle des modes de production et de consommation et favorise des adaptations à la marge.

**Algorithmes** – De ce cloisonnement des enjeux découle le maintien, chez la grande majorité des personnes rencontrées, d'un algorithme de type « si le PIB augmente, alors la situation est préférable, malgré ses imperfections », notamment sur le plan de l'emploi et de la dette publique.

**Images** – Dans ce contexte, l'image rendue par le PIB reste pertinente pour la plupart des acteurs.

### Réformistes contre révolutionnaires

**Valeurs** – Les valeurs réformistes dominent nettement les discours. Très peu d'acteurs entendent se saisir des débats sur un « au-delà du PIB » pour repenser en profondeur le système productif. Un « au-delà du PIB » prend, chez la grande majorité des acteurs institutionnels rencontrés, le sens d'une amélioration du modèle de croissance existant, par le biais, par exemple, d'améliorations technologiques, de la mise en œuvre de processus participatifs ou de l'utilisation d'indicateurs de bien-être subjectif. Les acteurs lient la prédominance des valeurs réformistes, d'une part, aux urgences de la crise et, d'autre part, à l'absence

	Valeurs	Normes	Algorithmes	Images
<b>Savoirs</b>				
Lacune du PIB peu perçues	Le bien-être et l'environnement sont des éléments constitutifs de la qualité de vie.		Le PIB n'est pas nécessairement corrélé au bien-être; Le PIB a des impacts sur l'environnement Pas de lien entre construction du PIB et: distribution, patrimoines, et monétisation.	PIB est certes imparfait mais toujours porteur d'un message pertinent
Alternatives méconnues		Il faudrait un nouveau modèle		Manque de vision globale des alternatives Sauf « Commission Stiglitz »
<b>Représentations</b>				
Prépondérance du PIB / absence de modèle alternatif	Prépondérance d'une conception « économique » des déterminants du bon fonctionnement d'une société	Le PIB reste indispensable	Sans modèle économique alternatif, les nouveaux indicateurs ne seront pas effectifs.	Peu de crédit aux critiques du PIB Le PIB ne doit pas être critiqué pour ce pour quoi il n'a pas été construit
Crise : Influence ambiguë	Révolutionnaires vs. Réformistes	Nécessité de changement radical vs. adaptation à la crise par mobilisation de l'existant Il faut un retour à la croissance et l'emploi en temps de crise	La crise montre les limites du système mais la crise coupe les moyens de construire des alternatives.	
Survie du mouvement		Si moyens alloués aux nouveaux indicateurs sont faibles, alors il faudra être pragmatique et compter avec les indicateurs existants		Mouvement de mode Changement d'époque/de mentalités
Crédibilité des instituts de statistique	Scientificité / rigueur	Les instituts nationaux de statistiques doivent être les principaux producteurs d'indicateurs	Si un producteur de norme est neutre, il produira de meilleurs indicateurs.	Les instituts de statistiques sont neutres
Absence de cadre légal	Lier les indicateurs de bien-être aux droits fondamentaux	Il faut mettre en place une convention démocratiquement débattue et légalement contraignante en matière de bien-être	Si l'usage de nouveaux indicateurs n'est pas contraint juridiquement, ils ne seront pas utilisés au niveau décisionnel.	
Cloisonnement de bien-être et soutenabilité ( <b>perspective dominante</b> )	Bien-être = enjeu présent, donc plus important que soutenabilité = enjeu futur	Il faudrait des indicateurs monétaires (approche par les capitaux); objectif croissance verte	Si il y des améliorations technologique ad hoc, alors modes de vie actuels sont durables	Vision « développement durable » : pas de hiérarchisation entre nature, économie, et social
Perspective inclusive de bien-être et soutenabilité ( <b>position non dominante</b> )	Bien-être et soutenabilité sont inextricablement liés; nature = condition de possibilité de toute forme de vie sur terre.	Il faudrait des indicateurs non-monétaires, tout n'est pas monétisable		Vision soutenabilité forte : économie inscrite dans société, inscrite dans nature
<b>Pratiques</b>				
Echelle locale participative	Localisme, démocratie		Si l'indicateur est construit localement, sa base démocratique sera plus forte	
Bottom-up/ Top-down	Démocratie vs. scientificité/ rigueur		Importance de la base citoyenne pour la démocratie; Seuls les statisticiens ont la rigueur de créer de bons indicateurs (position minoritaire)	Mêler top-down et bottom-up augmente l'assise démocratique des indicateurs
Conditions d'adoption de nouv. indicateurs	Vision managériale de la gestion publique	Il faut gérer les enjeux de société à l'instar de problèmes posés à l'entreprise	Si les indicateurs ne reposent pas sur des principes managériaux, ils ne trouveront pas d'usage	
Entre profit et équité	Vision managériale de la concertation sociale		Si le bien-être des travailleurs ne dépend plus que du salaire, alors, il faut investir dans les autres déterminants.	

de modèle socioéconomique alternatif crédible. Nous l'avons vu, pour la majorité des acteurs, la crise a eu comme principal effet de ramener la focale du politique sur la croissance et appelle à un certain pragmatisme en matière d'indicateurs. Plusieurs acteurs prônent, à cet égard, l'utilisation d'indicateurs déjà existants comme le taux de chômage, par exemple. Un tel pragmatisme, bien qu'il résulte d'une nécessité pratique, est susceptible de compromettre le potentiel d'innovation sociale d'un « au-delà du PIB ». Par ailleurs, l'absence de modèle alternatif crédible rend caduque, pour de nombreux acteurs, l'utilisation effective de nouveaux indicateurs.

**Normes** – En termes de normes, le réformisme qui domine les débats amène la majorité des acteurs à promouvoir l'accommodation du système existant. En tant de crise, cela signifie, pour beaucoup d'entre eux, de renouer avec la croissance économique.

**Algorithmes** – Lié aux valeurs et aux normes réformistes, l'algorithme qui prévaut repose sur la nécessité de la croissance : « *En situation de crise, pas d'alternative possible* ». Un second algorithme est également rencontré, que l'on peut associer aux postures réformistes. Il concerne l'absence de cadre légal encadrant l'usage de nouveaux indicateurs : « *Tant que l'usage des indicateurs ne sera pas encadré juridiquement, ils ne seront pas effectifs* ».

**Images** – Comme précédemment, la posture réformiste reste attachée au message que transmet le PIB sur l'état de la société, tout en étant consciente de ses limites en matière de bien-être.

## Temporalités conflictuelles

**Valeurs** – Sur les questions de la définition du bien-être et de la soutenabilité et de leur articulation, les valeurs écologistes et humanistes entrent en friction. La majorité des acteurs considèrent en effet que le bien-être et la soutenabilité ont leurs temporalités propres et distinctes, le bien-être étant un enjeu présent, donc important et urgent, tandis que la soutenabilité est de l'ordre de la temporalité longue, donc moins urgent, bien qu'important. Les acteurs considérant, au contraire, la soutenabilité comme une condition de bien-être et donc un enjeu tout aussi urgent que le second, sont très minoritaires.

**Normes** – Corollairement à la prédominance des valeurs favorisant le bien-être à court terme, les assertions normatives dominante prônent de

donner la priorité au bien-être, quitte à accepter dans certains cas que ses déterminants de court terme impactent le bien-être à long terme. La position normative selon laquelle il faut repenser nos modes de vie et les adapter aux contraintes écologiques est très peu présente dans le discours des acteurs officiels.

**Algorithme** – Il apparaît des discours dominants que le moyen privilégié de concilier ces temporalités conflictuelles réside, encore une fois, dans le progrès technologique. L'un des algorithmes les plus courants est que « *si l'on trouve la technologie appropriée, alors nos modes de vie actuels sont durables* ».

**Images** – En termes d'images, il ressort que le discours des acteurs officiels est dominé par une représentation « développement durable » (Brundtland, 1987), dans laquelle les sphères économique, écologique et sociale sont trois cercles sécants, plutôt que par une représentation de type « soutenabilité forte » (Passet, 1979), où les sphères sont concentriques, hiérarchisées, l'économie étant inscrite dans la sphère sociale, elle-même inscrite dans la sphère écologique. Nous avons observé, dans les critères de choix de nouveaux indicateurs, des tensions entre une perspective de long terme que requerrait une vision hiérarchisée d'une part, et les intérêts de court-terme liés à l'agenda politique ou aux urgences économiques.

## Entre démocratie et scientificité

**Valeurs** – Un hiatus a été observé entre, d'une part, des valeurs démocratiques prônant la démocratisation des procédures d'élaboration des indicateurs et la transparence de leur utilisation et, d'autre part, des valeurs plus « technocratiques » soutenant l'importance de confier l'élaboration des indicateurs aux experts du fait de la grande technicité de indicateurs. De nombreux acteurs partagent ces deux familles de valeurs, ce qui se ressent dans leurs assertions normatives.

**Normes** – Entre technocratie et démocratie, la quasi-totalité des acteurs rencontrés prônent une élaboration des indicateurs mêlant grand public et experts. Les citoyens se prononceraient sur les dimensions à prendre en compte, tandis que les experts les mettraient en chiffre. Si cette solution paraît consensuelle *a priori*, elle omet toutefois la question du contrôle démocratique de la quantification elle-même. En effet, si ce que

l'on mesure influence ce que l'on fait, il importe d'être tout aussi attentif à la manière dont on le mesure. Comprendre ses fondements et impacts normatifs nécessiterait une vulgarisation systématique. Aucun des acteurs que nous avons interrogés, à l'exception notoire d'une personne activement impliquée dans ces questions, n'a soulevé ce point crucial en matière de participation. Compte tenu de la normativité inhérente à la quantification elle-même, une telle proposition normative, derrière la volonté d'intégrer le grand public aux débats, consisterait en réalité à donner aux experts un poids considérable dans la création de l'indicateur. Cette position est en ligne avec le grand crédit dont jouissent les instituts officiels de statistiques auprès des acteurs officiels rencontrés.

**Algorithmes** – L'un des algorithmes les plus courants rencontrés sur la question du concepteur d'indicateur est que « *si un indicateur est produit par un institut officiel de statistique, alors, il sera plus robuste qu'un indicateur produit par une ONG* ». On remarque donc que le poids donné à la réputation de l'institution créatrice de l'indicateur est bien plus important pour les acteurs que la méthodologie intrinsèque de l'indicateur.

**Images** – En termes d'image, pour la majorité des acteurs, un indicateur issu d'un institut de statistique porte d'emblée une image de scientificité, qui laisse de côté toute la dimension normative de la mesure.

## Conclusion

Pour Muller (2005), « l'émergence d'un nouveau cadre cognitif et normatif (constitué de nouvelles valeurs, de nouvelles injonctions normatives, de nouveaux algorithmes) constitue l'indice d'une transformation de la politique étudiée ». Transposant cette réflexion non pas à une politique précise, mais au cadre structurant qui sous-tend nombreuses d'entre elles, la croissance économique, nous constatons qu'au niveau des sphères officielles, les débats sur un-delà du PIB, s'ils font entrer en ligne de compte de nouveaux enjeux, ne cristallisent toutefois pas l'émergence d'un cadre cognitif fondamentalement nouveau.

Des valeurs cloisonnées, des normes dominées par l'impératif de croissance à court terme, des algorithmes inchangés et des images marquées par une vision qui ne questionne pas la hiérarchisation des sphères (environnement, société, économie) : ces différents éléments nous donnent à

penser que les débats sur un au-delà du PIB, s'ils sont un lieu de construction de sens, ne contribuent pas à éroder l'invariant de la « croissance ». Il semble plutôt que l'intérêt des acteurs pour de nouveaux indicateurs relève plus d'une volonté et/ou d'une nécessité d'adapter les modalités de gestion publique et/ou les politiques publiques à de nouvelles contraintes que d'une remise en question plus fondamentale du modèle productiviste sur lequel les économies sont bâties depuis plus de soixante ans.

Rien ne nous permet toutefois de conclure à un manque de volonté de changement ou, à l'inverse, à un volontarisme conservateur des acteurs en faveur du *statu quo*. Il apparaît que les nombreuses divergences et tensions qui traversent les débats nourrissent des ambiguïtés conceptuelles de fond et prêtent le flanc à une certaine forme de pragmatisme, qui assez naturellement s'inscrit dans les contraintes et les modes de fonctionnement de court-terme du système. Tout comme pour le développement durable, les ambiguïtés liées à l'expression « au-delà du PIB » portent sur la signification de ce mouvement (si mouvement il y a), sur son origine historique (Conférence de l'UE « Beyond GDP » en 2007? Mouvement des indicateurs sociaux dès les années 1960? Nordhaus et Tobin, 1973?), sur sa définition (Complémentarité ou alternative au PIB? Quel périmètre de champs?), sur son rapport à l'enjeu de soutenabilité environnementale (faible? fort?), sur les objectifs sociaux et écologiques sous-jacents ainsi que sur son rapport au marché capitaliste.

Evoquant l'ambiguïté du concept de « développement durable », Jacques Theys (2014) rappelle que « Matthias Maier (1999) avait avancé l'idée que cette ambiguïté conceptuelle pouvait avoir trois fonctions différentes : soit constituer un habillage, une couverture, permettant les manipulations tactiques (« green washing »...) ; soit rendre possible la recombinaison des intérêts divergents, et ouvrir de nouvelles opportunités d'actions coopératives (utilisation stratégique) ; soit, enfin, préparer la transition vers un « nouveau » paradigme de développement ou de démocratie (rupture politique) ». Dans le cas présent, il semble que les débats sur un au-delà du PIB et l'intérêt pour de nouveaux indicateurs relèvent principalement des deux premières fonctions énoncées par Maier. Rien, toutefois, ne nous a permis d'identifier, dans les discours, des formes de manipulation tactiques. Nous pouvons tout au plus les



inférer de contradictions profondes dans certains discours, laissant supposer une forme d'opportunisme. C'est le cas notamment pour le rapport ambigu que peuvent entretenir certains acteurs dans le patronat vis-à-vis de l'adoption de nouveaux indicateurs de bien-être. La seconde fonction, en revanche, nous est apparue plus clairement : les parties-prenantes aux débats semblent pouvoir s'accorder sur de nouveaux indicateurs et/ou sur la définition de concepts tels que le bien-être ou la soutenabilité, tout en s'opposant sur d'autres clivages (notamment « gauche-droite »). Toutefois, parallèlement à l'hypothèse de recombinaison d'intérêts divergents, le risque est présent d'une dépolitisation des débats (Dardot et Laval, 2010; Cassiers et Thiry 2014) : les aspects de bien-être et de soutenabilité, moins « urgents » que les impératifs issus de la crise peuvent constituer un moyen de détourner les discussions des enjeux de fonds. Il semble en outre que les ambiguïtés conceptuelles qui traversent un « au-delà du PIB » sont susceptibles d'asseoir un rapport de force existant tout en contribuant à nourrir l'illusion d'un débat démocratique sur des enjeux de sociétés.

S'il s'agit de faire d'un « au-delà du PIB » un réel lieu de débat, plusieurs étapes cruciales semblent nécessaires. La première d'entre elles consisterait en une profonde clarification conceptuelle, qui mettrait systématiquement en exergue les fondements et impacts normatifs de chacun des positionnements observés dans les débats. Une telle clarification permettrait aux acteurs de cerner avec plus d'acuité leurs divergences et les potentiels intérêts conflictuels à l'aune desquels prendre position. Il importe par ailleurs de mieux rendre compte des urgences au regard desquelles les sociétés doivent trouver leur voie émancipatrice. Dans l'ensemble des débats, il s'agirait ensuite d'identifier les acteurs porteurs d'une vision cohérente des conflits et des problèmes à résoudre, ainsi que de leur articulation. Des telles démarches clarificatrices des enjeux et des conflits contribueraient certainement à l'élaboration d'un narratif plus cohérent sur les finalités et moyens d'un « au-delà du PIB ».

## Bibliographie

Association des Régions de France, 2012. *Développement durable : la révolution des nouveaux indicateurs. Rapport du groupe de travail sur les indicateurs de développement durable*, Janvier 2012, 102p.

Arrow, K.J., Dasgupta, P., Goulder, L.H., Mumford, K.J., Oleson, K., 2012. Sustainability and the measurement of wealth. *Environment and Development Economics* 17, 317–353. doi:10.1017/S1355770X12000137

Australian Bureau of Statistics, 2013. *Measuring Australia's Progress 2013. Is Australia Getting Better?*, <http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/1370.0>

Bauer, R., 1966. *Social Indicators*. Cambridge M.A. : MIT press.

Bacache-Beauvallet, M., 2010. Concurrence et performance dans la recherche : l'effet des indicateurs. *Géoéconomie* 53, 45. doi:10.3917/geoec.053.0045

Boltanski, L., Thévenot, L., 1991. *De la justification: les économies de la grandeur*. Gallimard, [Paris].

Bruno, I., 2010. La déroute du « benchmarking social »: La coordination des luttes nationales contre l'exclusion et la pauvreté en Europe. *Revue Française de Socio-Économie* 5, 041. doi:10.3917/rfse.005.0041

Cassiers, I. (Ed.), 2014. *Redefining prosperity, Routledge studies in ecological economics*. Routledge, New York.

Cassiers, I., Thiry, G., 2014. A High-Stakes Shift. Turning the Tide From GDP to New Prosperity Indicators, in Cassiers, I. (Ed.), 2014. *Redefining prosperity*, Routledge studies in ecological economics. Routledge, New York.

Cassiers, I., Thiry, G., 2009. Au-delà du PIB : réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte. *Regards Economiques*, 75, décembre 2009.

Coutrot, T., Flacher, D., Méda, D. (Eds.), 2011. *Pour en finir avec ce vieux monde: les chemins de la transition*. Utopia, Paris.

Constanza, R., Alperovitz, G., Daly, H.E., Farley, Franco, C., Jackson, T., Kubiszewski, I., Schor, J., Victor, P.A., 2013. *Building a sustainable and desirable economy-in-society-in-nature*.



- Desrosières, A., 1993. *La politique des grands nombres: histoire de la raison statistique*, Textes à l'appui. Série Anthropologie des sciences et des techniques. Editions La Découverte, Paris.
- Desrosières, A., 2008. *L'argument statistique*, Sciences sociales. Presses de l'école des mines, Paris.
- Desrosières, A., 2010. *La politique des grands nombres histoire de la raison statistique*. La Découverte, Paris.
- Donnadieu, G., Karsky, M., 2002. *La systémique, penser et agir dans la complexité*. Éditions Liaisons, Rueil-Malmaison, France.
- Durnova, A., Zittoun, P., 2013. Les approches discursives des politiques publiques: Introduction. *Revue française de science politique* Vol.63, 569. doi:10.3917/rfsp.633.0569
- Eymard-Duvernay, F. (Ed.), 2006. *L'économie des conventions, méthodes et résultats*, Collection « Recherches ». Découverte, Paris.
- Feindt, P.H., Oels, A., 2005. Does discourse matter? Discourse analysis in environmental policy making. *Journal of Environmental Policy & Planning* 7, 161–173. doi:10.1080/15239080500339638
- Fischer, F., 2013. L'expertise politique et le tournant argumentatif: Vers une approche délibérative de l'analyse des politiques publiques. *Revue française de science politique* Vol.63, 579. doi:10.3917/rfsp.633.0579
- Fleurbaey, M., Blanchet, D., 2013. *Beyond GDP: measuring welfare and assessing sustainability*. Oxford University Press, Oxford ; New York.
- Gadrey, J., Jany-Catrice, F., 2012. *Les nouveaux indicateurs de richesse*. La Découverte, Paris.
- Hajer, M.A., 1995. *The politics of environmental discourse ecological modernization and the policy process*. Clarendon Press ; Oxford University Press, Oxford; New York.
- Hajer, M.A., 2006. Rebuilding Ground Zero. The Politics of Performance. *Planning Theory & Practice* 6, 445–464. doi:10.1080/14649350500349623
- INSEE (2010), *Les préconisations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi: quelques illustrations*, L'économie française, Edition 2010, 31p.
- IWEPS, (2014a), « Indicateurs complémentaires au PIB: L'indice de situation sociale », *Publication de l'IWEPS*, 22p., [http://www.iweps.be/sites/default/files/iss\\_wallonie\\_avril\\_2014.pdf](http://www.iweps.be/sites/default/files/iss_wallonie_avril_2014.pdf)
- IWEPS, (2014b), « Indicateurs complémentaires au PIB: L'indice des conditions de bien-être (ICBE) », *Publication de l'IWEPS*, 48p., [http://www.iweps.be/sites/default/files/icbe\\_wallonie\\_avril2014\\_0.pdf](http://www.iweps.be/sites/default/files/icbe_wallonie_avril2014_0.pdf)
- IWEPS, (2014c), « Indicateurs complémentaires au PIB: L'empreinte écologique et la biocapacité de la Wallonie », *Publication de l'IWEPS*, 16p., [http://www.iweps.be/sites/default/files/ee-bc\\_wallonie\\_avril2014.pdf](http://www.iweps.be/sites/default/files/ee-bc_wallonie_avril2014.pdf)
- Jackson, T., 2010. *Prospérité sans croissance*. De Boeck ; Etopia, Bruxelles; Namur.
- Jany-Catrice, F., Marlier, G., 2013. Évaluer la santé sociale des régions françaises : entre enjeux économiques, épistémologiques et politiques. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* février, 647. doi:10.3917/reru.134.0647
- Kubiszewski, I., Costanza, R., Franco, C., Lawn, P., Talberth, J., Jackson, T., Aylmer, C., 2013. Beyond GDP: Measuring and achieving global genuine progress. *Ecological Economics* 93, 57–68. doi:10.1016/j.ecolecon.2013.04.019
- Lascoumes, P., Simard, L., 2011. L'action publique au prisme de ses instruments: Introduction. *Revue française de science politique* 61, 5. doi:10.3917/rfsp.611.0005
- Meadows, D.H., Randers, J., Meadows, D.L., 2004. *The limits to growth: the 30-year update*. Chelsea Green Publishing Company, White River Junction, Vt.
- Méda, D., 2000. *Qu'est-ce que la richesse*. Flammarion, Paris.
- Méda, D., 2013. *La mystique de la croissance: comment s'en libérer*. Flammarion, Paris.
- Muller, P., 2000. L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique. *Revue française de science politique* 50, 189–208. doi:10.3406/rfsp.2000.395464
- Muller, P., 2005. Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique: Structures, acteurs et cadres cognitifs. *Revue française de science politique* 55, 155. doi:10.3917/rfsp.551.0155
- Muller, P., 2010. Référentiel, in: Boussaguet, L., Jacquot, S., Ravinet, P. (Eds.), 2010. *Dictionnaire des politiques publiques*, 3e éd. actualisée et augm.

- ed, Domaine Gouvernances. Presses de Sciences Po, Paris, pp. 555–562.
- Ostrom, E., 2010. Beyond Markets and States: Polycentric Governance of Complex Economic Systems. *American Economic Review* 100, 641–672. doi:10.1257/aer.100.3.641
- Parlement européen, 2011. *Résolution sur le PIB et au-delà. Mesurer le progrès dans un monde en mutation.* (2010/2088(INI)), <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2011-0175+0+DOC+XML+V0//FR>
- Parlement fédéral belge, 2014. Loi du 23 janvier 2014 complétant la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses par une série d'indicateurs complémentaires en vue de mesurer la qualité de vie, le développement humain, le progrès social et la soutenabilité de notre économie (3234/1-4).
- PNUD, 1990. *Rapport sur le développement humain. Définir et mesurer le développement.* Economica, 155p.
- RENAULT, Michel, 2009. *Des Indicateurs de Bien-Etre et de Progrès Social pour des Territoires Solidaires, Durables et Responsables.* ISMEA, Club des entrepreneurs des Gouvernements locaux PEKEA, 27 novembre 2009
- Rockström Johan, Steffen Will, Noone Kevin, Persson Åsa, Chapin F. Stuart III, Lambin Eric F, Lenton Timothy M., Scheffer Marten, Folke Carl, Schellnhuber Hans Joachim, Nykvist Björn, de Wit Cynthia A., Hughes Terry, van der Leeuw Sander, Rodhe Henning, Sörlin Sverker, Snyder Peter K., Costanza Robert, Svedin Uno, Falkenmark Malin, Karlberg Louise, Corell Robert W., Fabry Victoria J., Hansen James, Walker Brian, Liverman Diana, Richardson Katherine, Crutzen Paul and Foley Jonathan A., 2009. Planetary boundaries: exploring the safe operating space for humanity. *Ecology and Society* 14(2): 32.
- Sébastien, L., Bauler, T., 2013. Use and influence of composite indicators for sustainable development at the EU-level. *Ecological Indicators* 35, pp.3-12.
- Stiglitz, J., Sen, A., Fitoussi, J.-P., 2009. *Report of the Commission on the Measurement of Economic performance and Social Progress.* 292p.
- Surel, Y., 2000. L'intégration européenne vue par l'approche cognitive et normative des politiques publiques. *Revue française de science politique* 50, 235–254. doi:10.3406/rfsp.2000.395466
- Theys, J., 2014. Le développement durable face à sa crise : un concept menacé, sous-exploité ou dépassé ? *Développement durable et territoires.* doi:10.4000/developpementdurable.10196
- UK National Government, (2013), *Wellbeing Policy and Analysis. An Update of Wellbeing Work across Whitehall*, Cabinet Office Policy Paper, June 2013, [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/224910/Wellbeing\\_Policy\\_and\\_Analysis\\_FINAL.PDF](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/224910/Wellbeing_Policy_and_Analysis_FINAL.PDF)
- United Nations University, 2012. *Inclusive Wealth Report 2012: Measuring Progress Toward Sustainability.* Cambridge University Press, Cambridge.
- Welsh Government, 2014. *Sustainable Development Indicators 2014.* SDR 136/2014. <http://wales.gov.uk/docs/statistics/2014/140821-sustainable-development-indicators-2014-en.pdf>
- World Bank, 2011. *The changing wealth of nations: measuring sustainable development in the new millennium, Environment and development.* World Bank, Washington, D.C.

## Working Papers : la liste

- Hervé Le Bras, Jean-Luc Racine & Michel Wieviorka, *National Debates on Race Statistics: towards an International Comparison*, FMSH-WP-2012-01, février 2012.
- Manuel Castells, *Ni dieu ni maître : les réseaux*, FMSH-WP-2012-02, février 2012.
- François Jullien, *L'écart et l'entre. Ou comment penser l'altérité*, FMSH-WP-2012-03, février 2012.
- Itamar Rabinovich, *The Web of Relationship*, FMSH-WP-2012-04, février 2012.
- Bruno Maggi, *Interpréter l'agir : un défi théorique*, FMSH-WP-2012-05, février 2012.
- Pierre Salama, *Chine – Brésil : industrialisation et « désindustrialisation précoce »*, FMSH-WP-2012-06, mars 2012.
- Guilhem Fabre & Stéphane Grumbach, *The World upside down, China's R&D and innovation strategy*, FMSH-WP-2012-07, avril 2012.
- Joy Y. Zhang, *The De-nationalization and Re-nationalization of the Life Sciences in China: A Cosmopolitan Practicality?*, FMSH-WP-2012-08, avril 2012.
- John P. Sullivan, *From Drug Wars to Criminal Insurgency: Mexican Cartels, Criminal Enclaves and Criminal Insurgency in Mexico and Central America. Implications for Global Security*, FMSH-WP-2012-09, avril 2012.
- Marc Fleurbaey, *Economics is not what you think: A defense of the economic approach to taxation*, FMSH-WP-2012-10, mai 2012.
- Marc Fleurbaey, *The Facets of Exploitation*, FMSH-WP-2012-11, mai 2012.
- Jacques Sapir, *Pour l'Euro, l'heure du bilan a sonné : Quinze leçons et six conclusions*, FMSH-WP-2012-12, juin 2012.
- Rodolphe De Koninck & Jean-François Rousseau, *Pourquoi et jusqu'où la fuite en avant des agricultures sud-est asiatiques ?*, FMSH-WP-2012-13, juin 2012.
- Jacques Sapir, *Inflation monétaire ou inflation structurelle ? Un modèle hétérodoxe bi-sectoriel*, FMSH-WP-2012-14, juin 2012.
- Franson Manjali, *The 'Social' and the 'Cognitive' in Language. A Reading of Saussure, and Beyond*, FMSH-WP-2012-15, juillet 2012.
- Michel Wieviorka, *Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation*, FMSH-WP-2012-16, juillet 2012.
- Nancy Fraser, *Feminism, Capitalism, and the Cunning of History: An Introduction*, FMSH-WP-2012-17, august 2012.
- Nancy Fraser, *Can society be commodities all the way down? Polanyian reflections on capitalist crisis*, FMSH-WP-2012-18, august 2012.
- Marc Fleurbaey & Stéphane Zuber, *Climate policies deserve a negative discount rate*, FMSH-WP-2012-19, september 2012.
- Roger Waldinger, *La politique au-delà des frontières : la sociologie politique de l'émigration*, FMSH-WP-2012-20, september 2012.
- Antonio De Lauri, *Inaccessible Normative Pluralism and Human Rights in Afghanistan*, FMSH-WP-2012-21, september 2012.
- Dominique Méda, *Redéfinir le progrès à la lumière de la crise écologique*, FMSH-WP-2012-22, octobre 2012.
- Ibrahima Thioub, *Stigmates et mémoires de l'esclavage en Afrique de l'Ouest : le sang et la couleur de peau comme lignes de fracture*, FMSH-WP-2012-23, octobre 2012.
- Danièle Joly, *Race, ethnicity and religion: social actors and policies*, FMSH-WP-2012-24, novembre 2012.
- Dominique Méda, *Redefining Progress in Light of the Ecological Crisis*, FMSH-WP-2012-25, décembre 2012.
- Ulrich Beck & Daniel Levy, *Cosmopolitanized Nations: Reimagining Collectivity in World Risk Society*, FMSH-WP-2013-26, february 2013.
- Xavier Richet, *L'internationalisation des firmes chinoises : croissance, motivations, stratégies*, FMSH-WP-2013-27, février 2013.
- Alain Naze, *Le féminisme critique de Pasolini, avec un commentaire de Stefania Tarantino*, FMSH-WP-2013-28, février 2013.
- Thalia Magioglou, *What is the role of "Culture" for conceptualization in Political Psychology? Presentation of a dialogical model of lay thinking in two cultural contexts*, FMSH-WP-2013-29, mars 2013.
- Byasdeb Dasgupta, *Some Aspects of External Dimensions of Indian Economy in the Age of Globalisation*, FMSH-WP-2013-30, april 2013.
- Ulrich Beck, *Risk, class, crisis, hazards and cosmopolitan solidarity/risk community – conceptual and methodological clarifications*, FMSH-WP-2013-31, april 2013.
- Immanuel Wallerstein, *Tout se transforme. Vraiment tout ?*, FMSH-WP-2013-32, mai 2013.
- Christian Walter, *Les origines du modèle de marche au hasard en finance*, FMSH-WP-2013-33, juin 2013.
- Byasdeb Dasgupta, *Financialization, Labour Market Flexibility, Global Crisis and New Imperialism – A Marxist Perspective*, FMSH-WP-2013-34, juin 2013.
- Kiyomitsu Yui, *Climate Change in Visual Communication: From 'This is*



Not a Pipe' to 'This is Not Fukushima', FMSH-WP-2013-35, juin 2013.

Gilles Lhuillier, *Minerais de guerre. Une nouvelle théorie de la mondialisation du droit*, FMSH-WP-2013-36, juillet 2013.

David Tyfield, *The Coal Renaissance and Cosmopolitized Low-Carbon Societies*, FMSH-WP-2013-37, juillet 2013.

Lotte Pelckmans, *Moving Memories of Slavery: how hierarchies travel among West African Migrants in Urban Contexts (Bamako, Paris)*, FMSH-WP-2013-38, juillet 2013.

Amy Dahan, *Historic Overview of Climate Framing*, FMSH-WP-2013-39, août 2013.

Rosa Rius Gatell & Stefania Taranino, *Philosophie et genre: Réflexions et questions sur la production philosophique féminine en Europe du Sud au XX<sup>e</sup> siècle (Espagne, Italie)*, FMSH-WP-2013-40, août 2013.

Angela Axworthy *The ontological status of geometrical objects in the commentary on the Elements of Euclid of Jacques Peletier du Mans (1517-1582)*, FMSH-WP-2013-41, août 2013.

Pierre Salama, *Les économies émergentes, le plongeon ?*, FMSH-WP-2013-42, août 2013.

Alexis Nuselovici (Nouss), *L'exil comme expérience*, FMSH-WP-2013-43, septembre 2013.

Alexis Nuselovici (Nouss), *Exilience : condition et conscience*, FMSH-WP-2013-44, septembre 2013.

Alexis Nuselovici (Nouss), *Exil et post-exil*, FMSH-WP-2013-45, septembre 2013.

Alexandra Galitzine-Loumpet, *Pour une typologie des objets de l'exil*, FMSH-WP-2013-46, septembre 2013.

Hosham Dawod, *Les réactions irakiennes à la crise syrienne*, FMSH-WP-2013-47, septembre 2013.

Gianluca Manzo, *Understanding the Marriage Effect: Changes in*

*Criminal Offending Around the Time of Marriage*, FMSH-WP-2013-48, GeWoP-1, octobre 2013.

Torkild Hovde Lyngstad & Torbjørn Skarðhamar, *Understanding the Marriage Effect: Changes in Criminal Offending Around the Time of Marriage*, FMSH-WP-2013-49, GeWoP-2, octobre 2013.

Gunn Elisabeth Birkelund & Yannick Lemel, *Lifestyles and Social Stratification: An Explorative Study of France and Norway*, FMSH-WP-2013-50, GeWoP-3, octobre 2013.

Franck Varenne, *Chains of Reference in Computer Simulations*, FMSH-WP-2013-51, GeWoP-4, octobre 2013.

Olivier Galland & Yannick Lemel, avec la collaboration d'Alexandra Frenod, *Comment expliquer la perception des inégalités en France ?*, FMSH-WP-2013-52, GeWoP-5, octobre 2013.

Guilhem Fabre, *The Lion's share : What's behind China's economic slowdown*, FMSH-WP-2013-53, octobre 2013.

Venni V. Krishna, *Changing Social Relations between Science and Society: Contemporary Challenges*, FMSH-WP-2013-54, novembre 2013.

Isabelle Huault & Hélène Rainelli-Weiss, *Is transparency a value on OTC markets? Using displacement to escape categorization*, FMSH-WP-2014-55, janvier 2014.

Dominique Somda, *Une humble aura. Les grandes femmes au sud de Madagascar*, FMSH-WP-2014-56, janvier 2014.

Débora González Martínez, *Sur la translatio de miracles de la Vierge au Moyen Âge. Quelques notes sur les Cantigas de Santa Maria*, FMSH-WP-2014-57, janvier 2014.

Pradeep Kumar Misra, *The State of Teacher Education in France: A Critique*, FMSH-WP-2014-58, janvier 2014.

Naeem Ahmed, *Pakistan's Counter-terrorism strategy and its Implications*

*for domestic, regional and international security*, FMSH-WP-2014-59, janvier 2014.

Anatole Fogou, *Histoire, conscience historique et devenir de l'Afrique : revisiter l'historiographie diopienne*, FMSH-WP-2014-60, janvier 2014.

Pierre Salama, *Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes?*, FMSH-WP-2014-61, février 2014.

Marta Craveri & Anne-Marie Losonczy, *Growing up in the Gulag: later accounts of deportation to the USSR*, FMSH-WP-2014-62, february 2014.

Philippe Steiner, *The Organizational Gift and Sociological Approaches to Exchange*, FMSH-WP-2014-63, GeWoP-6, february 2014.

Françoise Bourdarias, Jean-Pierre Dozon & Frédéric Obringer, *La médecine chinoise au Mali. Les économies d'un patrimoine culturel*, FMSH-WP-2014-64, février 2014.

Ilan Bizberg, *The welfare state and globalization in North America*, FMSH-WP-2014-65, may 2014.

Philippe Steiner, *Cartographie des échanges*, FMSH-WP-2014-66, GeWoP-7, mai 2014.

Olga Stepanova, *Le roman, la pièce de théâtre et le film : traits communs et particularités*, FMSH-WP-2014-67, mai 2014.

Flavia Buzzetta, *Adaptations de thèmes magico-cabalistiques juifs médiévaux par le Quattrocento italien*, FMSH-WP-2014-68, mai 2014.

Frédéric Landy, *Quelle sécurité alimentaire en Inde ? Dilemmes économiques, socio-politiques et environnementaux. Une mise en miroir francilienne*, FMSH-WP-2014-69, juin 2014.

Hafidha Chekir, *Le combat pour les droits des femmes dans le monde arabe*, FMSH-WP-2014-70, juin 2014.

Géraldine Thiry, Philippe Roman, *The Inclusive Wealth Index. A*

*Sustainability Indicator, Really?*, FMSH-WP-2014-71, juin 2014.

Michael Cronin, *Représenter l'exil: le sujet du non-exil*, FMSH-WP-2014-72, juin 2014.

Marc Goldschmit, *L'écriture de l'exil et l'hypothèse du Marrane (Kafka, Benjamin, Derrida et au-delà)*, FMSH-WP-2014-73, juin 2014.

Boris Chukhovich, *Le street art, un genre exilique ?*, FMSH-WP-2014-74, juin 2014.

Palanigounder Duraisamy, *Who Wins in the Indian Parliament Election? Criminals, Wealthy or Incumbents*, FMSH-WP-2014-75, august 2014.

Denis Kondakov, *Francophonie en Biélorussie aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles*, FMSH-WP-2014-76, août 2014.

Isabel Lustosa, *Le séjour de don Pedro 1<sup>er</sup> à Paris et la presse française (1831/1832)*, FMSH-WP-2014-77, août 2014.

Lucas Chancel, Géraldine Thiry, Damien Demailly, *Les nouveaux indicateurs de prospérité : pour quoi faire ? Enseignements de six expériences nationales*, FMSH-WP-2014-78, septembre 2014.

Alex M. Nading, *Local Biologies and the Chemical Infrastructures of Global Health*, FMSH-WP-2014-79, september 2014.

Maria Conterno, *"Intercultural Transmission" and Oral Circulation of Historical Knowledge in the Seventh century Near East: some remarks on the so-called "circuit de Théophile d'Édesse"*, FMSH-WP-2014-80, september 2014.

Jean-Luc Racine, *Penser l'Inde émergente : de l'altérité orientaliste au post-postcolonialisme*, FMSH-WP-2014-81, septembre 2014.

Brinda J. Mehta, *Fractures historiques, trauma et résistance dans l'écriture féministe algérienne: Maïssa Bey, Assia Djebar et Leïla Sebbar*, FMSH-WP-2014-82, novembre 2014.

Sadia Chérif, *Construire la résilience au changement climatique par les connaissances locales : le cas des régions montagneuses et des savanes de Côte d'Ivoire*, FMSH-WP-2014-83, novembre 2014.

Géraldine Thiry, Léa Sébastien, Tom Bauler, *Ce que révèle le discours des acteurs officiels sur un « au-delà du PIB »*, FMSH-WP-2014-78, novembre 2014.

## Position Papers : la liste

Jean-François Sabouret, *Mars 2012 : Un an après Fukushima, le Japon entre catastrophes et résilience*, FMSH-PP-2012-01, mars 2012.

Ajay K. Mehra, *Public Security and the Indian State*, FMSH-PP-2012-02, mars 2012.

Timm Beichelt, *La nouvelle politique européenne de l'Allemagne : L'émergence de modèles de légitimité en concurrence ?*, FMSH-PP-2012-03, mars 2012.

Antonio Sérgio Alfredo Guimarães, *Race, colour, and skin colour in Brazil*, FMSH-PP-2012-04, july 2012.

Mitchell Cohen, *Verdi, Wagner, and Politics in Opera. Bicentennial Ruminations*, FMSH-PP-2012-05, may 2013.

Ingrid Brena, *Les soins médicaux portés aux patients âgés incapables de s'autogérer*, FMSH-PP-2013-06, avril 2013.

Thalia Magioglou, *Refaire l'Europe ou refaire le « monde » ? Un commentaire sur l'ouvrage : « Refaire l'Europe avec Jürgen Habermas »*, FMSH-PP-2013-07, septembre 2013.

Samadia Sadouni, *Cosmopolitisme et prédication islamique transfrontalière : le cas de Maulana Abdul Aleem Siddiqui*, FMSH-PP-2013-08, septembre 2013.

Alexis Nuselovici (Nouss), *Étudier l'exil*, FMSH-PP-2013-09, septembre 2013.

**Retrouvez tous les working papers et les position papers sur notre site, sur [hypotheses.org](http://hypotheses.org) et sur les archives ouvertes halshs**

<http://www.fmsch.fr/fr/ressources/working-papers>

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP>

<http://wpfmsch.hypotheses.org>